

Le crime organisé en ligne de mire : activisme et empowerment d'un enseignant-chercheur

31- 24/05/2021 – L'empowerment collectif commence toujours par une histoire individuelle, celle du fondateur du mouvement qui, déterminé à faire évoluer une situation injuste ou inadaptée, décide de consacrer une grande part de son énergie à cette cause. Pour mener ce combat, il réussit à fédérer une communauté engagée. De cette union naît un combat citoyen, fruit d'une stratégie collective de lutte. Ici, Fabrice Rizzoli, PhD en sciences politiques, en révolte contre la mafia et conscient du danger qu'elle fait peser sur la démocratie, a créé Crim'HALT avec un groupe d'étudiants et de professionnels. Objectif « *participer à l'émancipation des citoyens face à toutes les formes de criminalité préjudiciables à la société, telles que le crime organisé, la corruption ou encore la délinquance économique et financière* ». Explications...

Quelle est votre définition de la mafia ?

La mafia se reconnaît à sa maîtrise de pouvoirs complémentaires à savoir, **la violence systémique**, partie la plus visible de l'organisation qui se situe entre la contrainte et la terreur et vise à intimider la population, **le consensus social** qu'elle entretient par les petites faveurs accordées aux uns et autres et qui obligent les bénéficiaires, **la bourgeoisie mafieuse** composée d'une élite de politiciens, de professions libérales, d'entrepreneurs qui ont intérêt à passer un accord avec elle. La mafia ne se cantonne pas aux business souterrains ou illicites mais infiltre aussi **l'économie légale** afin de blanchir son argent. Elle bénéficie

de **complicités politiques** car le politique a besoin d'elle pour se faire élire et en échange il lui accorde des marchés publics. Et enfin, la mafia cherche par tous moyens à **contrôler le territoire** via de multiples sources qui la renseignent sur les travers et faiblesses de chacun ; c'est ainsi qu'elle arrive à avoir la mainmise sur les populations. Ces réseaux supposent une logistique importante et seules 6 ou 7 organisations mafieuses en Europe, remplissent toutes ces conditions. Il existe cependant une définition allégée de ce système, le **délit d'association mafieuse**, qui repose sur le triptyque, **utilisation de la violence systémique** dans le but d'assujettir les populations, **emprise de la loi du silence** et **coexistence d'activités illégales et légales**. Pas mal d'organisations corses et marseillaises remplissent ces critères et pourraient être poursuivies en justice ; avec pour premier effet positif de faire cesser le débat sans fin sur l'existence d'une mafia en France.

A quel moment avez-vous appris l'existence de la mafia ?

Ma fascination pour la mafia a débuté bien avant que je ne m'inscrive en doctorat. Dès mon enfance, j'ai été immergé dans un monde interlope peuplé de proxénètes interdits de séjour, de placiers de machine à sous ou encore de personnes ayant fait de la prison... Dans les cafés que mon père fréquentait sur la Côte d'Azur, je ne comprenais pas quel était le travail des italiens qui jouaient aux cartes tous les après-midis puis disparaissaient pendant des jours. Durant ces années, j'ai aussi vécu des événements traumatisants comme la tentative d'assassinat d'un de mes amis ; Avec le recul, je dirais que la toile de fond de mon adolescence avait beaucoup de choses à voir avec le film Le Parrain que j'ai vu pour la 1ère fois en 1984.

Plongé très tôt dans cette ambiance, j'ai saisi l'importance des facteurs sociologiques, culturels, économiques, politiques qui favorisent directement et indirectement l'enracinement de la mafia dans la société. Difficile par exemple de refuser de

faire la “nourrice” (conserver la drogue dans son appartement) quand on est une mère célibataire...

Les situations sont complexes. Il n’y a pas de mafia sans corruption et pas de corruption sans consensus social, c’est pourquoi il faut impliquer les citoyens dans la lutte contre la grande criminalité. D’où l’importance d’éveiller les consciences...

Est-ce la mission d’un chercheur enseignant ?



« Contrairement à l’idée que l’on s’en fait, la recherche n’est jamais coupée de la pratique. Dans mon cas, je mêle étroitement recherche, action, production de connaissance et intervention. » Fabrice Rizzoli ©Sarah Cantaloube

Si créer de la connaissance peut apparaître neutre, le scientifique ne saurait s’interdire de placer sa réflexion et son action au service de valeurs. En tant que docteur en sciences politiques, spécialiste de la mafia, je possède une expertise dans ce domaine, en tant qu’enseignant je partage ce savoir, en tant que citoyen je propose de nouveaux outils

comme l'usage social des biens confisqués. Avec mes partenaires, nous avons fondé l'Association **Crim'HALT** fin 2014 pour ne pas être tout seuls et pour peser sur le débat public. Chez moi, ces engagements sont imbriqués.

Et puis il faut reconnaître qu'être enseignant-chercheur, ça rassure, ça donne une légitimité à l'association et à ma parole. Autre côté positif, le fait d'être au contact des élèves et des membres de l'association m'oblige à être clair, à avoir une pédagogie et un discours adaptés. La dimension internationale de la connaissance est aussi précieuse. Ayant accès à un spectre plus large de sources, j'évite de me focaliser seulement sur l'Italie et la France. Intervenir en association, c'est aussi respecter les choix des membres, les plus jeunes sont très sensibles à la [cyber criminalité](#) et avec eux, je me suis impliqué sur ce dossier pour les aider à monter un colloque sur le sujet.

Avez-vous le sentiment de prendre des risques ?

On me parle d'audace, de militantisme, peut-être ! Le fait d'être à la fois docteur en sciences politique et citoyen engagé me rend prudent. Je fais attention à ne pas prendre position trop vite et à étayer mes arguments sur des données tangibles. Mais en contrepartie, quand je choisis de dénoncer une situation je le fais en toute connaissance de cause, en me basant sur des faits avérés.

Par ailleurs, je suis expert de la mafia italienne, la mafia la plus étudiée au monde, à raison de plusieurs livres publiés sur la question chaque année ! Ce ne sont pas les chercheurs ni les auteurs qui sont les plus menacés.

En Italie, les plus exposés sont les journalistes locaux qui désignent nominativement les personnes ou le comique qui les humilient.

Personnellement, j'ai connu deux expériences limites

La première remonte au mois de novembre 2011. Après avoir

participé à Menton, à un [documentaire pour France 2](#) sur les frères Pellegrino de la mafia calabraise. Leur procès s'ouvrait le lendemain et je me suis rendu à San Remo pour y assister. Assis au milieu du public, je prenais des notes sur mon ordinateur. A côté de moi, un jeune de 18 ans se présente comme le petit fils du chef clan Barilaro, un des accusés qui se tenait dans le box. Il s'adresse à la journaliste italienne qui m'accompagne et prononce cette menace en me désignant : "s'il écrit sur ma famille, je porte plainte pour diffamation". Dans la bouche d'un mafieux, qui plus est dans l'enceinte d'un tribunal, ce genre de propos résonne comme un avertissement. Il n'y a eu aucune suite, il ne me connaît pas, je ne l'ai jamais revu.

La deuxième intimidation était un peu plus prononcée tout en restant silencieuse. Le 24 octobre 2012, je participe à une [émission de télévision en Corse](#) en tant que représentant de l'association FLARE, remplacée aujourd'hui par Crim'HALT où je défends les outils italiens de lutte contre la mafia notamment la confiscation des biens du crime organisé pour un usage social et le délit d'association mafieuse. Le contexte est lourd, le bâtonnier Sollacaro vient d'être assassiné. Le soir je prends le vol Bastia Nice pour assurer une conférence à Monaco le lendemain. L'avion se pose, je sors en dernier par l'arrière mais un homme seul qui était à l'avant, attends que je descende. Sur le tarmac, il me suit du regard pendant je rejoins l'aéroport avec les autres passagers. A la récupération des bagages, il est à 15 mètres de moi, le portable rivé à l'oreille. Il me fixe puis s'approche jusqu'à ce que son visage ne soit plus qu'à 1 cm du mien et puis il se détourne comme on ferait une mauvaise blague. Je récupère mon bagage. il me suivra avec insistance, à une distance de 5 mètres jusqu'à mon taxi. Lui est sans bagage... juste un portable, des clefs et une veste... même pas de blouson.

D'après les spécialistes dont Mario Vaudano, magistrat italien anticorruption (président d'honneur de Crim'HALT), il s'agit d'une intimidation de professionnel...

Vous voyez, s'il n'y a pas de risque à parler de la mafia italienne en général, en revanche dès qu'on s'approche un peu trop près de leur territoire, ça peut piquer. Je fais le choix d'en parler, ici pour la première fois, parce que taire de tels agissements, c'est participer à l'omerta que je n'ai de cesse de dénoncer.

Comment concilier le fait d'être à la fois une vigie sociale et un agent de transformation de la société ?

Mon modèle c'est l'Italie ; c'est le pays de la mafia mais c'est aussi celui de l'antimafia. En Sicile, ils ont compris que sans relais au sein de la société, l'antimafia pouvait mourir. Aussi, dès les années 80, le Général Dalla Chiesa, le magistrat Rocco Chinnici ont parlé aux syndicats, aux familles, aux écoliers. Il faut des experts et des spécialistes pour décoder les activités criminelles et en parallèle il faut une conscience citoyenne pour les dénoncer haut et fort et pour rallier le plus grand nombre à cette lutte. De la même manière j'apprends à décoder les rouages des entreprises criminelles et avec les équipes de Crim'HALT, nous mobilisons le public pour les faire cesser. Lutter contre la mafia, oblige à lutter pied à pied contre la corruption systémique.



Champs d'activité du crime organisé – source Conseil de l'Europe en lutte contre le crime organisé (2017)
https://www.consilium.europa.eu/media/31988/eu-organized-crime-ten-priorities_6.jpg

La corruption est une caractéristique de la plupart, sinon de toutes les activités criminelles dans l'UE. Près de 60 % des groupes criminels signalés dans le cadre de l'enquête SOCTA 2021 se livrent à la corruption. On la retrouve à tous les niveaux, du simple pot de vin à des systèmes complexes de corruption de plusieurs millions d'euros. La corruption érode l'État de droit, affaiblit les institutions des États et entrave le développement économique. La corruption est une

menace essentielle à traiter dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité organisée. Elle l'utilise pour influencer les secteurs d'importance cruciale pour les États membres, tels que les soins de santé et les produits pharmaceutiques, les transports, la construction, le tourisme, l'éducation et la recherche, la gestion des déchets, l'aérospatiale et la défense, l'agriculture, le travail et la protection sociale.

Extrait de European union serious and organised crime threat assessment – [SOCTA 2021](#)

Et concrètement...

Pour que le message de lutte contre la mafia passe sans ambiguïté dans le public, les biens mal acquis par la criminalité doivent être confisqués et affectés à un usage social. C'est mon combat depuis 2009, quand je suis devenu représentant en France de l'ONG FLARE (Freedom Legality And Rights in Europe), combat dès lors repris par Crim'HALT. et couronné de succès puisque cette disposition vient d'être adoptée par l'Assemblée nationale et le Sénat dans la proposition de loi "améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale" le 1^{er} avril 2021. Cette loi prévoit que les immeubles confisqués aux criminels puissent être mis gracieusement à disposition des associations d'intérêt général, des fondations d'utilité publique et des foncières agissant dans l'intérêt général.

Cette avancée législative, c'est notre grande victoire. Nous allons suivre ses décrets et leur application, et continuer à faire pression sur le législateur pour qu'il rende la confiscation obligatoire, même sans condamnation pénale du propriétaire. Il est aussi impératif que l'opinion publique connaisse la nouvelle affectation sociale des biens confisqués car sans publicité, le citoyen ne voit pas le changement. C'est un message convaincant pour les habitants des territoires difficiles comme le 93, la Corse... Nous demandons

aussi que le délit d'association mafieuse soit reconnu. Enfin, nous plaidons pour que les repentis bénéficient du statut plus protecteur de « *coopérateur de justice* » – Changer le statut
[Tribune de Crim'HALT au Monde : réflexions autour du statut de « coopérateur » de justice](#)

Parmi les autres réalisations à notre actif, on peut citer

La création du site internet crim'HALT <https://crimhalt.org/> et la médiatisation des activités de lutte contre la mafia sur les réseaux sociaux <https://www.facebook.com/crimhalt> et https://www.instagram.com/crim_halt/?hl=fr

A cela s'ajoutent toutes les actions de sensibilisation dans les écoles, des conférences publiques, la publication de livres, des communiqués pour interpeller, alerter... Dernièrement, nous avons organisé à la manifestation [« Guéant rends l'appartement »](#).



9 décembre 2017 dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre la corruption, Crim'HALT organise avec l'association Anticor, l'"Opération Guéant rends l'appartement" ©Crim'HALT
Nous soutenons aussi la consommation de produits cultivés par des coopératives agricoles sur des terrains confisqués à la mafia comme ceux issus de la coopérative Valle del Marro en Calabre <https://www.valledelmarro.it/>

Nous avons aussi noué des partenariats étroits avec d'autres associations européennes ou internationales

– **Anticor** <https://www.anticor.org/>: seule association indépendante nationale de 6 000 adhérents contre la corruption qui a intégré à son plaidoyer dès 2014 l'usage social des biens confisqués. Elle est suffisamment importante pour mener des poursuites et se constituer partie civile.

– **Libera en Italie et Libera France** qui a activement participé au projet FLARE France pensant créer les conditions de l'émergence d'une association française de lutte contre le crime organisé. Aujourd'hui Libera France se nomme DeMain

libres <https://www.facebook.com/DeMainsLibresParis/>

– **Cultura Contro Camorra** basée à Bruxelles de Franco Ianniello
<https://www.culturacontrocammorra.eu/fr/home-fr/>

– **Le monde l'Économie sociale et solidaire** par le biais d'un illustre ambassadeur Marcel Hipszman

– **Terres de Liens**, fondation qui soutient très activement le plaidoyer en faveur de l'usage social des biens confisqués
<https://terredeliens.org/>

– **Le collectif antimafia Maximu Sussini**
<https://massimususini.corsica/>

– **Le collectif Non à la mafia oui à la vie** www.maffiano.com – lire aussi [En Corse, le pouvoir citoyen défie la mafia – Selfpower community](#)

– **Le comité Don Diana** dans la région de Naples
<https://dongiuseppediana.org/>

– **Le centre de documentation Giuseppe Impastato**

Nous sommes aussi proches de Sherpa
<https://www.asso-sherpa.org/accueil> qui lutte contre la grande corruption des français à l'étranger, comme les contrats miniers au Niger ou pétroliers au Gabon.. et de **Transparence internationale** <https://transparency-france.org/>

Décryptage

Dans l'engagement de Fabrice Rizzoli, on identifie toutes les dimensions de [l'empowerment](#) individuel à savoir, la conscience critique, la volonté de dénoncer et de lutter les agissements du crime organisé, l'analyse des causes profondes du mal, le développement de compétences et d'une expertise spécifiques.

Le passage de l'empowerment individuel vers l'empowerment collectif s'effectue lors de son adhésion à l'ONG FLARE (Freedom Legality And Rights in Europe <https://cafebabel.com/en/article/flare-network-mapping-europes-mafia-connections-5ae005abf723b35a145df35d/>) et ensuite lors de l'impulsion qu'il donnée à cette grande cause en créant

création de Crim'HALT. Son objectif est avant tout politique et « empowermental » : élever le niveau de conscience des individus sur la menace que représente la grande criminalité pour la démocratie et impliquer la société civile dans ce combat.

Concernant l'empowerment collectif, on retrouve dans crim'HALT ses trois dimensions communautaire, collaborative et sociétale.

Communautaire avec la création d'une entité fédératrice, d'un esprit de corps et la co-détermination des objectifs par les membres fondateurs.

Collaborative avec la mise en place d'un espace de débat informé, la production de ressources principalement une veille de l'actualité et la collecte de documents vérifiés sur la grande criminalité que Crim'HALT centralise et rend accessibles à tous, la mise en œuvre de coopérations, l'organisation de manifestations qui servent la vocation de l'association. La transmission des connaissances en externe est assurée via des conférences, des actions de relations presse et publiques.

Sociétale. Cette dimension correspond à l'influence et aux démarches d'un groupe pour transformer le système socio-politique. La finalité de Crim'HALT étant de faire pression sur la sphère publique, sur l'opinion, pour initier des changements sociaux, l'association met ses ressources et son énergie au service de cette cause. Elle alerte, assure un lobbying, crée un front de résistance civique et porte ses revendications sur la scène politique. Crim'HALT développe aussi des partenariats nationaux, européens – plus particulièrement avec l'Italie – et internationaux avec des structures et réseaux défendant la même cause ce qui lui permet de renforcer son rayonnement et d'enrichir ses ressources.

Marie-Georges Fayn

Fiche de présentation CrimHALT



Crim'HALT

Grande cause défendue : lutte contre le crime organisé

Date de création : février 2015

Adresses : <https://crimhalt.org/>

<https://www.facebook.com/crimhalt>

https://www.instagram.com/crim_halt/?hl=fr

Personne à contacter : crimhalt.asso@gmail.com

Nombre d'adhérents : 60

Particularité : Se présente comme une plateforme de réflexions citoyennes sur la grande criminalité

Mission : l'émancipation des citoyens face à toutes les formes de criminalité préjudiciables à la société